



Pourquoi le boycott de 5 universitaires d'un colloque en raison d'un financement d'une université israélienne est justifié

Description

Un vif débat accompagnant la décision de 5 universitaires de boycotter un colloque en raison d'un financement d'une université israélienne, l'Agence Média Palestine propose de rappeler les enjeux du boycott universitaire, un élément clé du mouvement de solidarité avec le peuple palestinien.

Par l'Agence Média Palestine, le 12 septembre



Une vive polémique secoue les médias français, faisant suite à l'annulation par cinq chercheur-euses de leur participation au colloque « les histoires juives de Paris (Moyen Âge et Époque moderne) » organisés les 15 et 16 septembre à Paris, en raison du financement par l'Université hébraïque de Jérusalem du trajet d'une des participantes.

« Ce boycott [à?] dessert absurdement le monde universitaire israélien, dont certains représentants figurent parmi les plus opposés à la poursuite de la guerre à Gaza » et « confond les chercheurs et les responsables politiques », affirme le muséologue organisateur dans un communiqué. La ministre de la culture Rachida Dati, le président du CRIF Yonathan Arfi ont aussitôt dénoncé ce boycott, tenant des propos qui assimilent la critique à l'antisémitisme.

À l'heure où la répression du soutien à la Palestine ne cesse de s'amplifier en France, tant par le biais [juridique](#) et [politique](#) que par des [agressions](#) de la part de groupes extrême droite et pro-israéliens, cette polémique est inquiétante.

Le boycott universitaire

Malgré sa légitimité et son effectivité, le boycott universitaire reste en France largement attaqué, de nombreux intellectuels prônant une vocation « humaniste » pour justifier les échanges avec un État qui perpétre actuellement un génocide et viole le droit international depuis 75 ans.

Pourtant, le boycott universitaire est un axe central des mobilisations internationales de solidarité avec la Palestine. Depuis le début du génocide et bien avant cela, des universitaires ont exigé la fin des échanges et des partenariats avec des universités israéliennes, qui perpétuent et favorisent l'expansion coloniale israélienne.

Comme nous l'expliquons par le détail dans notre article « [Toutes impliquées](#) » en juin dernier, les universités israéliennes ne sont pas qu'un symbole : elles participent activement au projet colonial israélien, que ce soit par l'implantation sur des terres spoliées, la collaboration directe avec l'armée ou par la contribution théorique à la rhétorique qui accompagne les opérations de l'armée afin de les justifier auprès de la société israélienne et de la communauté internationale.

Les universités israéliennes pratiquent par ailleurs une [politique d'isolement, d'aliénation et de répression](#) à l'encontre de ses étudiant·es palestinien·es, contrairement à ce que veut la façade « humaniste » qu'elles prétendent porter.

Concernant l'université hébraïque de Jérusalem, cible du boycott avancé par les cinq universitaires, rappelons que le campus du Mont Scopus de l'université hébraïque est partiellement construit sur des terres illégalement expropriées de propriétaires palestiniens dans Jérusalem-Est occupée par Israël, en violation flagrante du droit international, et sert donc directement le vol de terres et la dépossession des Palestinien·es, qui se poursuivent actuellement.

L'université hébraïque a en outre offert les bâtiments de son campus aux forces israéliennes pour l'oppression des communautés palestiniennes occupées environnantes. De plus, l'université hébraïque héberge une base militaire sur le campus afin d'offrir une formation universitaire aux soldats israéliens.

Depuis le début du génocide perpétré par Israël à Gaza, l'université hébraïque s'est vantée d'avoir fourni « divers équipements logistiques à plusieurs unités militaires. » L'université hébraïque a également immédiatement institué un « ensemble de mesures financières renforcées » pour les étudiants-soldats commettant le #GazaGenocide par Israël, en plus des avantages académiques.

Face au tollé provoqué par les médias français qui relaient les accusations infondées d'antisémitisme, de nombreux messages de soutien fleurissent sur les réseaux. « Bravo à eux pour ce boycott », publie le député Thomas Portes, avant de rappeler les diverses implications de l'université hébraïque dans les « crimes de guerre et contre l'humanité commis par Israël. »

date créée
2025/09/12